

## Mali-Luxembourg: LA COOPERATION INTER-UNIVERSITAIRE PREND DU VOLUME

Elle a permis d'organiser dans notre pays un colloque international qui a regroupé de nombreux juristes et économistes autour du thème : **sécurité et conflits en Afrique**

L'axe Mali-Luxembourg s'est beaucoup amélioré ces dernières années. Après la 3<sup>e</sup> édition du séminaire doctoral thématique sous-régional en droit tenu du 28 novembre au 7 décembre à la Faculté de droit privé (FDPRI) de l'Université des sciences juridiques et politiques (USJPB), les nouveaux blocs de l'USJPB ont accueilli du 8 au 9 décembre la 2<sup>e</sup> édition du Colloque international interdisciplinaire sur le développement en Afrique subsaharienne sur le thème « Sécurité et conflits en Afrique : approches économiques et juridiques ». Le chef de cabinet du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdoulaye Diakité, a présidé l'ouverture des travaux en présence du recteur de l'USJPB Pr Moussa Djiré et de son homologue de l'USSGB Pr Samba Diallo.

Organisé par les responsables de la coopération inter-universitaire Luxembourg-Bamako, le séminaire s'inscrit dans le cadre d'une action de coopération inter-universitaire menée depuis 2010 par l'Université du Luxembourg en droit et en économie avec l'Université des sciences juridiques et politiques de Bamako et l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako (USSGB). Cette coopération inter-universitaire se situe aussi dans le cadre de l'accord de coopération Luxembourg-Mali signé le 5 mars 2015 et du troisième Programme indicatif de coopération III 2015-2019. Outre les chercheurs, le colloque a réuni les juristes et les économistes en vue de procéder à des analyses originales qui peuvent recouvrir les causes de la vulnérabilité des Etats africains face à leurs responsabilités régaliennes et les

différents aspects de la gouvernance ayant un impact sur la sécurité et les conflits.

« Depuis l'intervention de l'armée française en 2013 et la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation en 2015, nous avons constitutionnellement vu l'aide et l'accompagnement à l'endroit du Mali reprendre. Ces deux actions ont concrétisé l'arrivée de la MINUSMA, puis de deux missions de politique de défense et de sécurité commune de l'Union européenne que sont l'EUTEM et l'EU-CAP. Ces deux structures sont en train de restructurer les forces armées et de sécurité du Mali. Celles-ci sont complétées par le G5 Sahel. Le Luxembourg contribue activement à ces 4 missions », a rappelé le représentant du ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, Jacques Hoffmann qui a souligné aussi que son pays est engagé au Mali dans un Programme indicatif de coopération de plus de 36 milliards de Fcfa jusqu'en 2019. Ce programme met un accent particulier sur la formation professionnelle et l'entrepreneuriat des jeunes scolarisés ou déscolarisés.

Ce colloque international interdisciplinaire sur le développement en Afrique subsaharienne témoigne de l'excellence de la coopération universitaire entre notre pays et le Luxembourg, s'est réjoui le chef de cabinet du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ajoutant que les questions de sécurité et de conflits appellent à développer des approches pluridisciplinaires et multi-acteurs afin de cerner tous les déterminants. Ces déterminants sont d'ordre politique, économique, social, religieux, démographique, environnemental, géographique, scientifique, technologique et militaire. Ab-

doulaye Diakité a souhaité qu'une analyse et des réponses dynamiques et intégrées soient apportées sur comment naissent les conflits et l'insécurité.

Au cours des deux jours de travaux, les thématiques débattues portaient sur les interventions de l'Union européenne (UE) au Mali en matière de prévention de conflits, de consolidation de la paix et de la sécurité ; l'impact des différents types de conflits sur le développement ; les conflits armés en République centrafricaine et les conséquences au sud du Tchad ; les femmes et la gestion des conflits. Il était aussi question d'une économie africaine prospère dans un environnement conflictuel : une lecture dialectique du rôle du conflit sur le développement en Afrique centrale ; déterminants des conflits armés dans les Etats africains : le rôle des flux financiers illicites dans le commerce, la sécurité, le terrorisme et des blanchiments des capitaux dans la zone de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC).

Les échanges ont porté aussi sur la gouvernance de la sécurité dans les régions du Nord : cas de Kidal ; les questions minières et de sécurité ; les collectivités locales de Macina et de Niono à l'épreuve des conflits ; l'analyse des controverses dans les mécanismes de régulation et l'identification des abonnés de la téléphonie mobile au Mali : empreintes économiques et sécuritaires.

Ces thématiques développées par des spécialistes maliens et étrangers, ont fait l'objet d'échanges de haut niveau.

**Sidi Y. WAGUÉ**